



Une solution digitale innovante pour l'enregistrement des droits fonciers des cacaoculteurs

Program mondial pour une politique foncière responsable (ProPFR) en Côte d'Ivoire

Faits concernant la mise en œuvre

Principaux initiateurs	ProPFR Côte d'Ivoire
Pays d'action	Côte d'Ivoire
Niveau d'échelle	National
Durée estimée	08.2020 – 12.2025
Partenaire	Côte d'Ivoire Land Partnership (CLAP), coordonné avec Meridia.land
Groupe cible	Communautés de cacaoculteurs

Contexte et objectif

La Côte d'Ivoire, premier producteur mondial de cacao (2,2 millions de tonnes en 2022), fait face à de graves défis fonciers : terres non sécurisées, conflits, déforestation et exclusion des femmes et migrants. Moins de 6 % du territoire est enregistré, freinant investissements et traçabilité. L'obtention d'un certificat foncier reste coûteuse (environ 1 000 €/ha) en raison de procédures longues et officielles. Pour répondre à ce défi, le Projet politique foncière responsable (ProPFR) Côte d'Ivoire, dans le cadre du Côte d'Ivoire Land Partnership (CLAP) - Côte

d'Ivoire Land Partnership (CLAP), a appuyé un enregistrement collectif villageois et testé, avec Meridia, l'outil numérique Meridia Survey pour clarifier les droits, constituer la liasse foncière et délivrer les certificats fonciers.

Approche et concept

L'outil numérique Meridia Survey est un outil basé sur Android qui permet la collecte de données sur tablette numérique ou téléphone, la géolocalisation et la délimitation des terrains via une technologie de GPS de haute précision, la collecte de signature et d'empreintes digitales, l'examen, l'analyse et la validation des données, la génération de la liasse foncière et l'impression de celle-ci ainsi que des certificats fonciers. Cet outil utilisé au Ghana a été adapté pour permettre un pilote au niveau de la Côte d'Ivoire.

Dès l'enquête foncière, Meridia Survey accompagne le commissaire enquêteur sur le terrain grâce à une application sur tablette. Les informations sur les demandeurs et leurs droits coutumiers y sont saisies directement, ce qui réduit les erreurs et permet de générer automatiquement une liasse foncière numérisée et complète. Les en-tête des formulaires de la Liasse sont préremplies avec les informations de la demande qui se répètent, les données centralisées et immédiatement prêtes pour être revues et permettre la transmission de la demande aux étapes suivantes, conformément protocole et aux exigences de l'Agence foncière rurale (AFOR).

À l'étape de vérification et de délivrance des certificats fonciers, les données sont traitées via la plateforme Meridia Refinery, qui assure leur traçabilité et facilite la

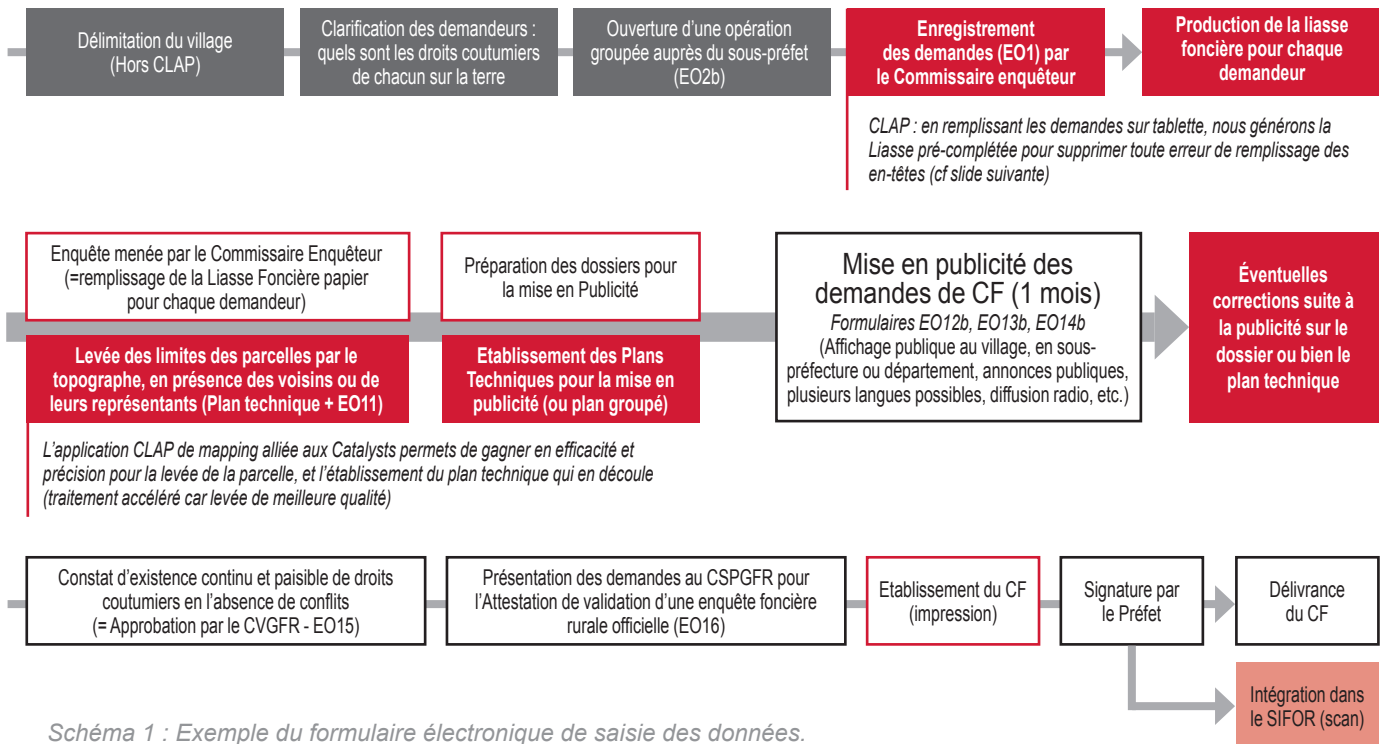


Schéma 1 : Exemple du formulaire électronique de saisie des données.

correction des erreurs éventuelles. La plateforme propose aussi des outils de visualisation topologique et génère automatiquement les documents requis, garantissant un processus plus rapide, transparent et conforme aux standards nationaux.

Intervention

Lors de la phase pilote du CLAP en 2020-2021, le Cabinet Ivoirien des Travaux Topographiques (CITRAT) était l'opération terrain de mise en œuvre. Sur la base de cette première expérience, l'outil Meridia Survey a été adapté au contexte ivoirien, intégrant les particularités de la Liasse foncière afin de la rendre numérique.


Lors de la mise à l'échelle précoce (2023-2025), le CLAP a formé les équipes du Cabinet d'Expertise pour l'assistance conseil en Topographie et en Foncier (CETIF) à l'utilisation de la tablette, aussi bien pour la digitalisation de la liasse que pour les relevés topographiques effectués sur les parcelles. Cependant, l'absence de signature digitale acceptée par l'AFOR et officialisée, a amené les équipes du CLAP à repenser leur approche. En effet, il a fallu faire imprimer les documents remplis sur la tablette pour qu'ils soient signés par les bénéficiaires. Lors des activités terrain, dans des villages sans connexion ou électricité, cela impliquait des aller-retours pour resolliciter les bénéficiaires.

Lors du déploiement de l'approche « Clap in-house », lancée en 2023 pour surmonter les difficultés de mise en œuvre et pour rapprocher la clarification des opérations techniques, l'approche digitale partielle a été conservée, tout en allégeant le travail des agents lors de l'étape de signature. La Liasse étant imprimée, la demande (EO1) était réalisée

sur papier, permettant d'imprimer l'ensemble de la Liasse pour un bénéficiaire, avec l'en-tête prérempli (exemple ci-contre).

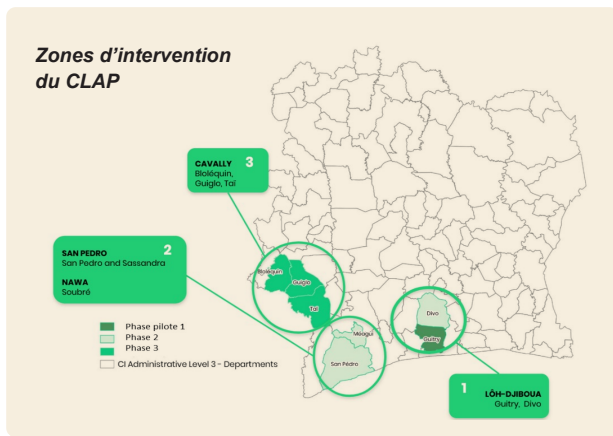
Le processus de digitalisation qui a pu être mis en œuvre se trouve ci-dessous, avec indiqué en vert les étapes ayant pu être totalement ou partiellement digitalisées.

Les équipes (Coordinateurs, Commissaires Enquêteurs et Agent Mapping) ont été formées pour intégrer ces étapes. Les formations ont été principalement axées sur la pratique. Une personne sénior de l'équipe était chargée de superviser les nouveaux membres des équipes, et des agents administratifs aidaient les coordinateurs à faire la revue qualité et à corriger ou réorienter les équipes sur les bonnes pratiques. Des sessions de partage, revue et formation continue étaient également régulièrement organisées au niveau des bureaux des zones d'interventions (clusters).



REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE
Union - Discipline - Travail
MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL
AGENCE FONCIERE RURALE

<ol style="list-style-type: none"> 1. Région de 2. Département de 3. CSPGFR de 4. CVGFR du Village de 5. Nom et prénoms du demandeur ou nom du groupement ou de l'entité collective : 6. Nom et prénoms du gestionnaire du groupement ou de l'entité (*) 7. N° et date de la demande d'enquête officielle : 8. Nom et prénoms du Commissaire-Enquêteur : <p>(*) : en cas de groupement ou d'entité collective.</p>
PROCES – VERBAL DE RECENSEMENT DES DROITS COUTUMIERS
<p>N° du</p> <p>L'an deux mil le à</p> <p>Le soussigné</p>



Institutionnalisation

Bien que la solution Meridia Survey n'ait pas été adoptée officiellement par l'AFOR, son expérimentation a profondément influencé l'institutionnalisation de la digitalisation foncière en Côte d'Ivoire. Les autorités ont choisi de développer une solution interne, DigiFor, garantissant un stockage national des données, mais en s'inspirant largement de l'expérience pilote menée dans le cadre du partenariat CLAP. Les équipements fournis par la GIZ (tablettes, serveurs) ont été intégrés au processus actuel.

En plus du Système d'Information foncière rurale (SIFOR), un registre numérique sécurisé et développé par la filiale internationale de l'Institut national (France) de l'information géographique et forestière (IGN-FI) pour la Côte d'Ivoire, l'AFOR a également mis en place l'outil d'analyse cartographique SCCARTO (Système de contrôle cartographique), assurant la fiabilité, la traçabilité et l'archivage des données foncières.

Obstacles

L'introduction de solutions digitales dans la gestion foncière en Côte d'Ivoire a rencontré plusieurs obstacles institutionnels et réglementaires. La mise en œuvre de la signature digitale était un élément essentiel de la digitalisation, et pourtant bloquant, aussi bien sur le plan économique et que réglementaire. Une des propositions de Meridia visant à réduire les coûts a cependant été refusée, car l'AFOR craignait qu'un agent (par exemple le commissaire enquêteur qui est un agent temporaire), puisse contrôler le processus grâce à la signature digitale. Il s'agissait là d'une incompréhension technique concernant la sécurité véritable de ces signatures.

Par ailleurs, la législation nationale privilégie la souveraineté des données : le stockage doit se faire sur le territoire ivoirien, ce qui a freiné l'adoption de plateformes externes comme celle proposée gratuitement par CLAP. Avec l'appui de la Banque mondiale et un changement de direction technique, l'AFOR a toutefois impulsé sa propre digitalisation, développant SCCARTO et un outil de dématérialisation des liasses, en concertation avec le Comité

National de Digitalisation et grâce à un décret facilitateur. Si CLAP n'a pas été intégré au système national, ses contributions technologiques et sa cellule d'innovation ont démontré la faisabilité et favorisé le dialogue et l'innovation.

Facteurs de succès

Les facteurs de succès de l'approche Meridia Survey reposent sur plusieurs dimensions clés. L'expérience précédente au Ghana, ainsi que la phase pilote en contexte ivoirien avec le CLAP ont démontré la faisabilité de la digitalisation sur le terrain, tout en permettant un gain de temps et une réduction des coûts dans le processus. Elle a également assuré une meilleure sécurisation des données, depuis leur collecte jusqu'à leur stockage. Au moment de la phase de mise à l'échelle précoce du partenariat CLAP, et en l'absence de la signature digitale, les équipes ont su faire montre d'une grande flexibilité et inventivité en adoptant une vision hybride permettant d'allier les atouts de la digitalisation dans le cadre des contraintes encore existantes au moment du projet.

Par ailleurs, l'approche a montré une réelle capacité de mise à l'échelle, facilitant une expansion rapide. Enfin, elle a inspiré les outils de l'AFOR et prouvé l'intégration fluide des données numériques dans le SIFOR, après validation préfectorale.

Publié par :

Deutsche Gesellschaft für
Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH
Siège social
Bonn and Eschborn, Allemagne
Département du développement rural, de l'agriculture
Friedrich Ebert Allee 36 + 40
53113 Bonn, Allemagne
T +49 228 44 60-0
F +49 228 44 60-17 66
E info@giz.de
I www.giz.de

Responsables :

Dr. Sander Muilerman-Rodrigo, Responsable pays ProPFR
Côte d'Ivoire
sander.muilerman@giz.de
Maraile Goergen, Responsable ProPFR mondial
maraile.goergen@giz.de

Auteurs :

Dominique Thaly
dominique.thaly@gfa-group.de
Dr. Sander Muilerman-Rodrigo, GIZ
sander.muilerman@giz.de

Conception, mise en page et illustrations :

Anissa Chedly

Photo credit : © GIZ

Date : Bonn, Août 2025